

Le défilé du 1^{er} Mai a rassemblé environ 2000 personnes à Genève et plus de 500 à Lausanne. Face à l'inflation, syndicats et travailleur-euses ont revendiqué une hausse des salaires et des rentes

«Les petits plaisirs, c'est impensable»



L'inflation était au cœur des préoccupations du défilé genevois. A Lausanne, les salarié-es du second œuvre romand s'étaient mobilisé-es en nombre. JEAN-PATRICK DI SILVESTRO ET KEYSTONE

LOUIS VILADENT

Genève ► Au lendemain des élections cantonales, qui ont fait basculer l'exécutif genevois à droite, quelque 2000 personnes sont descendues dans la rue aux côtés des syndicats et des partis de gauche pour le traditionnel cortège du 1^{er} Mai.

Cette année, l'inflation était au cœur des préoccupations: «Je suis choquée de voir à quel point le prix des choses augmente», s'étonne Susanna. Retraitée depuis un an, après quinze années à travailler dans le secteur de l'économie domestique, elle peine à joindre les deux bouts. «La pension que je perçois ne suffit pas, l'Hospice général doit m'aider pour le loyer et l'assurance-maladie.»

Si elle s'est mobilisée ce lundi, c'est pour une revalorisation de sa rente, mais aussi pour «retrouver les petits plaisirs,

un cinéma par exemple. Aujourd'hui, c'est impensable».

Des salaires qui stagnent
Pour les personnes encore actives dans le monde du travail, les salaires peinent aussi à rattraper l'inflation. Dans la vente, par exemple, «les patrons prennent encore le Covid comme excuse pour ne pas augmenter les salaires, alors même que la marche des affaires est redevenue bonne depuis près de deux ans», s'étonne Sandrine Dudognon, secrétaire syndicale pour le SIT dans le secteur du commerce et de l'alimentation. A côté d'elle, Alba*, travailleuse dans la branche, abonde.

Plus loin dans le cortège, d'autres s'inquiètent de voir que, depuis plusieurs années, leur charge de travail augmente et ce, à salaire égal. C'est le cas de Fanny*, infirmière dans la division privée des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG): «La cadence est nettement plus

soutenue depuis la fin du Covid et la charge de travail vraiment épuisante.»

Elle rappelle qu'un sondage mené l'année dernière avait dévoilé que près d'une personne sur deux s'estimait épuisée. Dans ce même sondage, le taux d'absentéisme aux HUG s'élevait à près de 12%: «C'est énorme, pourtant la direction n'a pas voulu augmenter le nombre de postes.»

Virage à droite en perspective

Et Fanny craint qu'au vu du gouvernement que nous venons d'élire, cela n'ira pas en s'améliorant. Elle n'est d'ailleurs pas la seule: «A droite, la velléité de réduire les subventions dans les soins et de contraindre à des diminutions de postes est bien là», avance Olivier Baud, ancien président du Cartel intersyndical et, depuis peu, ancien député Ensemble à gauche au Grand Conseil.

«Les patrons prennent encore le Covid comme excuse pour ne pas augmenter les salaires»

Sandrine Dudognon

La reprise du Département de l'économie et de l'emploi (DEE), en particulier, suscite des inquiétudes. «C'est là que se décide la politique cantonale en matière de contrôle du marché du travail», anticipe Davide de Filippo, président de la communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). Pour lui, «c'est aussi là que les travailleurs et travailleuses sont le plus à même de subir des dégradations dans leurs conditions de travail si l'Etat décide de se montrer laxiste sur l'application des lois.»

Des votations venir

Au niveau fédéral, le syndicaliste voit aussi planer la menace de la motion Ettlín – un texte adopté par le Conseil national en décembre dernier, qui fait primer les conventions collectives de travail nationales sur les salaires minimum cantonaux. «Certains employeurs se montrent déjà impatients de revenir en arrière sur cet acquis.»

La manifestation aura également été l'occasion pour les partis et les syndicats de rassembler autour de plusieurs objets de votations soumis au peuple le 18 juin prochain.

Au Parc des Bastions, le mur des réformateurs était recouvert d'une banderole en faveur de l'initiative «1000 emplois», qui prévoit que si le taux de chômage est supérieur à 5% sur le canton, 1000 emplois au moins devront être créés au sein des collectivités publiques chaque année.

D'autres tracts distribués au public appelaient à se prononcer en faveur de l'initiative «pour une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes», qui vise à soumettre les fortunes de plus de 3 millions de francs à une contribution de 2,5 pour mille sur la part qui dépasse les 3 millions, et ce pendant dix ans. 1

* prénoms d'emprunt

Des salaires difficiles à négocier

Lausanne ► Plus de 500 personnes ont manifesté à Lausanne en fin d'après-midi hier. Le cortège a démarré devant les locaux d'Unia sur la place de la Riponne. Le tronçon La Grève féministe ouvrait la marche. «Pour les salaires, pour les retraites, pour l'égalité», pouvait-on lire sur une banderole de l'Union syndicale vaudoise. Les travailleurs et travailleuses du second œuvre romand (SOR) étaient aussi présents en nombre. Plus tôt dans la journée, ils se sont réunis au Cazard. Ils réclament de meilleurs salaires. «C'est notre première grosse manifestation. Le gros œuvre s'est davantage exprimé jusqu'à présent. Nous devons aussi nous mobiliser», exprime Fabien Kreis, charpentier, rappelant que cela fait onze ans qu'ils n'ont pas eu d'augmentation.

«Les salaires n'augmentent pas, les charges de travail sont plus conséquentes, le temps mis à disposition pour accomplir les tâches est de plus en plus réduit et les conditions de travail laissent à désirer», poursuit-il. Parmi les revendications du SOR, on trouve une hausse généralisée des salaires, des conditions de travail et de

chantier dignes, des temps de trajets payés, ainsi qu'une hausse du prix des paniers repas. «Il faut que cela puisse couvrir un plat du jour», explique-t-il en haussant le ton pour se faire entendre au milieu des sifflements qui rythment le cortège en direction de la place Pépinet.

Pas loin, David*, interprète auprès d'un organisme privé, exprime lui la difficulté de demander une hausse salariale dans son secteur professionnel. «Nous travaillons sur demande. Il est donc très difficile de s'organiser collectivement et réclamer de meilleurs salaires. Le prix de l'essence a par exemple augmenté, le montant du prix qu'on nous paie pour les trajets, pas. Mais nous ne savons pas vers quel syndicat nous tourner.» Deux autres manifestantes dénoncent de leur côté le manque de transparence de leur employeur sur les conditions autour des négociations salariales. «Je n'ai reçu qu'une prime et les conditions pour négocier les salaires sont opaques», relève Laura* qui travaille dans une haute école. Sa collègue Manon* dépend, elle, «de petits

contrats précaires propres au monde académique, souvent temporaires, très réglementés et difficiles à négocier».

La réalité du monde du travail frappe aussi de plein fouet Emma*, 26 ans, qui vient d'entrer dans la vie active. «J'ai un travail à 60 % dans le social. Le secteur n'est pas suffisamment valorisé alors qu'il est sur-sollicité. Il me reste 2700 francs en poche après les déductions sociales, si mes parents ne m'aidaient pas, je ne pourrais pas mettre un peu de sous de côté», témoigne-t-elle. Sa colocataire, Marta*, 27 ans, étudiante en cinquième année de médecine et déjà bien au clair sur les réalités de son futur secteur professionnel. «Je sais qu'il y a des différences de salaires entre les femmes et les hommes. Il y a aussi beaucoup de sexisme et un plafond de verre qui fait qu'il y a moins de femmes professeurs par exemple.» De la place Pépinet, le cortège s'est dirigé vers Montbenon où le SOR entendait «remettre symboliquement une râpe d'or au patronat du second œuvre». SELVER KABACALMAN

* Prénoms d'emprunt

«DES INÉGALITÉS EXTRÊMES»

A l'occasion du 1^{er} Mai, des milliers de manifestants ont réclamé l'égalité ainsi que des hausses de salaires et de rentes. A Bienne, Alain Berset s'est inquiété de la montée des inégalités, appelant surmonter les crises et maintenir la cohésion sociale. «Les inégalités sont aujourd'hui aussi extrêmes qu'au début du XX^e siècle, c'est-à-dire qu'à l'époque où il n'y avait guère d'Etat social digne de ce nom», a relevé le président de la Confédération devant 150 à 200 personnes. L'augmentation des dépenses de base constitue depuis des années la plus grande charge financière pour les ménages, a-t-il relevé. Parmi les charges qui pèsent, le socialiste a cité les primes d'assurance maladie. «Nous devons trouver des solutions pour freiner la croissance des coûts et réduire le poids des primes», a-t-il affirmé.

A Aarau, le coprésident du PS Cédric Wermuth a appelé à lutter contre la pauvreté. Les dirigeants syndicaux ont eux mis en garde contre une aggravation de la «crise du pouvoir d'achat».

De nombreux employeurs ne veulent même pas adapter les salaires à l'inflation, a relevé le président de l'Union syndicale suisse (USS) Pierre-Yves Maillard à Thoune (BE). Il a exigé une adaptation des rémunérations au coût de la vie, une hausse des rentes AVS et une limitation des primes d'assurance maladie à 10% du revenu net. A ses côtés, l'économiste en chef de l'USS Daniel Lampart a demandé une extension de «l'AVS sociale». ATS